

Questions orales

LES FINANCES

L'INFLUENCE SUR LE BUDGET DE L'ANTICIPATION D'UNE
CROISSANCE FUTURE RESTREINTE

M. Max Saltsman (Waterloo-Cambridge): J'aimerais poser ma question supplémentaire au ministre des Finances et lui demander dans quelle mesure son budget du mois de mai a été influencé par l'accord conclu entre le Canada et les pays de l'OCDE? En outre, ce budget traduit-il en effet l'objectif visé, savoir une croissance restreinte et une préoccupation moindre à l'égard du chômage?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Il n'a manifestement pas pu être influencé par cet accord de l'OCDE qui n'a été conclu que trois semaines plus tard environ. Néanmoins, la position exprimée par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures semble être raisonnable et je pensais que le député l'approuverait sans hésiter. Bien que nous devions atteindre un certain taux de croissance pour répondre à nos besoins en matière d'emploi, si cette croissance devait s'accompagner d'un taux d'inflation immodéré, nous en pâtirions. Dans cette mesure, la position décrite par mon collègue correspond à celle adoptée dans le budget.

LES DISPOSITIONS RELATIVES AUX AMORTISSEMENTS ET À
LA LOCATION—L'INCIDENCE SUR L'INDUSTRIE
CINÉMATOGRAPHIQUE DU CANADA

M. John Roberts (Saint-Paul): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Elle préoccupe vivement les réalisateurs cinématographiques du Canada. Dans le budget du 25 mai, l'honorable représentant a annoncé une nouvelle règle visant à empêcher les contribuables d'échapper à l'impôt et concernant les amortissements et la location; ils craignent que cette mesure ne nuise à la réalisation de films canadiens. Puis-je demander si le gouvernement prévoit d'appliquer cette règle aux films réalisés au Canada?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Sous réserve de confirmation, je dirais qu'elle s'applique en fait uniquement au matériel se trouvant au Canada, c'est-à-dire aux biens mobiliers plutôt qu'aux films eux-mêmes. Toutefois, je devrai le confirmer après avoir attentivement examiné la question.

* * *

QUESTIONS OUVRIÈRES

LE DÉPÔT DU RAPPORT SUR LES PENSIONS DES CHEMINOTS

M. Leonard C. Jones (Moncton): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre du Travail mais, en son absence, je la poserai au premier ministre. Quand va-t-on déposer le rapport sur les pensions des cheminots, rapport qui se fait attendre depuis longtemps? D'autre part, quand prendra-t-on des mesures en vue de venir en aide aux pensionnés des chemins de fer, qui sont dans une situation

[M. MacEachen.]

difficile en raison de l'insuffisance de leurs régimes de pensions?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Le député me demande à quelle date un certain rapport sera déposé. Je vais vérifier.

Une voix: C'est ce que vous faites depuis deux ans.

* * *

LES TRANSPORTS AÉRIENS

L'ACCUMULATION DES DEMANDES DE PERMIS D'AVIONS
PRIVÉS ET DE PILOTES—LES MESURES ENVISAGÉES

M. R. E. McKinley (Huron-Middlesex): Ma question s'adresse au ministre des Transports. Bien des députés ont reçu des plaintes parce que le bureau du district de Toronto est très en retard pour répondre aux demandes de permis d'avions privés et de pilotes. Pouvons-nous espérer une opération de rattrapage à l'égard de ces demandes afin que les gens qui désirent ces permis n'aient pas à attendre deux mois ou plus comme c'est actuellement le cas?

L'hon. Otto E. Lang (ministre des Transports): J'ai bien peur de ne pouvoir vous donner beaucoup d'espoirs pour le moment. Le conflit ouvrier n'est pas encore réglé définitivement et au lieu d'une opération de rattrapage la situation pourrait peut-être encore s'aggraver. Néanmoins on prend actuellement des mesures pour régler la situation.

LE RENOUVELLEMENT DES PERMIS DE PILOTES ET LA
MENACE DE GRÈVE DES INSPECTEURS DE LA SÉCURITÉ
AÉRIENNE

M. Dan McKenzie (Winnipeg-Sud-Centre): Était donné que le groupe des inspecteurs de la sécurité des avions envisage de faire grève, le ministre songe-t-il à prolonger les permis de pilotes expirés quand la grève aura commencé et, dans l'affirmative, pour combien de temps? En outre, va-t-il faire faire les examens médicaux qui s'imposent avant de renouveler ces permis?

L'hon. Otto E. Lang (ministre des Transports): Cette question est très hypothétique, mais je demanderai au député de voir ce que nous avons fait jusqu'ici.

* * *

LES TRANSPORTS

LE TARIF-MARCHANDISES—LE MAINTIEN DES AVANTAGES DU
TARIF DU PAS-DU-NID-DE-CORBEAU À L'ÉGARD DU COLZA

M. Gordon Towers (Red Deer): Merci, monsieur l'Orateur. Ma question s'adresse au ministre des Transports. Elle fait suite aux nombreuses déclarations faites à la Chambre et dans l'Ouest par le ministre responsable de la Commission du blé au sujet des écarts entre les tarifs-marchandises pour les graines de colza, les produits du colza, les grains fourragers et le bœuf. Un jour, notamment, le ministre a déclaré en réponse à une question: «Je lutterai pour que nous conservions les avantages du tarif du Pas-du-Nid-du-Corbeau d'une autre façon...» Le ministre peut-il nous dire ce qu'il entendait par «d'une autre façon»?